

Le « Congrès de l'Europe » à La Haye (1948-2008)



Jean-Michel Guieu & Christophe Le Dréau (dir.)

EUROCLIO
ÉTUDES ET DOCUMENTS



P.L.E. Peter Lang

Le « Congrès de l'Europe » à La Haye (1948-2008)



Jean-Michel Guieu & Christophe Le Dréau (dir.)

EUROCLIO
ÉTUDES ET DOCUMENTS



P.L.E. Peter Lang

Préface

Son histoire n'est pas encore écrite, et il faut craindre qu'elle ne puisse l'être que d'une manière insuffisante ou fausse, si l'on ne s'y met sans retard. [...] Une sorte de passion très singulière, qui n'existe plus aujourd'hui, était le seul mobile qui rassemblait les militants européens, et elle leur faisait préférer aux réceptions ou à l'Opéra le travail nocturne des commissions. C'est elle qu'il s'agirait de rendre sensible si l'on voulait décrire la réalité psychologique et historique de la campagne des congrès et rendre justice à l'action qu'elle a exercée¹.

Ainsi Denis de Rougemont caractérisait-il, vingt ans après, ce qu'il appelait « la campagne des congrès » – à laquelle il fut étroitement mêlé – qu'il faisait se dérouler du congrès fédéraliste de Montreux (août 1947) à la conférence européenne de la culture de Lausanne (décembre 1949), en incluant donc le Congrès de La Haye de mai 1948.

Quarante ans après l'invitation lancée par le célèbre intellectuel suisse à écrire l'histoire de cette période, plus d'une trentaine d'historiens et de politistes de toute l'Europe, jeunes chercheurs ou universitaires confirmés, se sont retrouvés à Paris, du 15 au 17 mai 2008, dans le cadre d'un colloque scientifique qui avait pour but d'étudier plus particulièrement le « Congrès de l'Europe » tenu à La Haye du 7 au 10 mai 1948, et qui fut sans conteste la plus grande manifestation pro-européenne de l'après-guerre. Bien que cité dans tous les ouvrages et manuels traitant de la construction européenne, l'événement n'avait pourtant pas donné lieu jusqu'ici à une étude systématique et approfondie, la recherche historique ayant eu surtout tendance à se focaliser sur la dynamique des institutions communautaires, rejetant dans un certain oubli les projets européens qui n'avaient pas connu le même succès. Certains « Pères de l'Europe » ont eux-mêmes contribué à cette mémoire sélective de l'unité européenne, comme en témoignent ces phrases lapidaires que Jean Monnet consacra dans ses *Mémoires* au Congrès de La Haye :

Dans la grande confusion d'idées caractéristique de tels rassemblements, on eût pu, j'en suis sûr, discerner quelques lignes d'action fécondes mélangées à beaucoup de rêve. Mais j'avoue que je n'y prêtai pas grande attention, et l'enlèvement des résolutions enthousiastes qui devaient aboutir un an après à

¹ Rougemont, D. de, « La Haye, 7 mai 1948. Lorsque tout commençait », in *Communauté européenne*, mai 1968, p. 31, disponible en ligne sur <<http://www.ena.lu?lang=1&doc=28872>>.

la formule du Conseil de l'Europe me confirma que cette voie conduisait à une impasse².

La perspective du soixantième anniversaire du Congrès de La Haye était donc l'occasion idéale pour revisiter cet épisode célèbre de l'aventure européenne, pour apprécier le plus exactement possible la place qui lui revient dans le débat européen de l'après-guerre et dans l'histoire de l'unification européenne, pour susciter, grâce à la mobilisation des nombreuses archives disponibles, de nouvelles recherches sur des aspects encore mal connus de l'événement. C'est pourquoi, les débats de La Haye proprement dits, déjà bien connus, ont volontairement fait l'objet d'un nombre restreint de communications lors du colloque de Paris : il s'agissait davantage de s'intéresser de manière approfondie aux milieux économiques, parlementaires et intellectuels présents à La Haye ; il fallait également replacer le Congrès de La Haye dans le contexte des divers efforts alors en cours en faveur de l'unité européenne et observer dans quelle mesure les débats de La Haye avaient pu leur servir de caisse de résonance ; il s'agissait, enfin, de mesurer les effets immédiats et à long terme du Congrès de La Haye dans l'histoire de la construction européenne (réception du congrès, instrumentalisation de son programme par les décideurs politiques ou les milieux économiques, constitution progressive du Congrès de La Haye en lieu de mémoire de l'Europe unie, etc.).

Ce colloque s'inscrivait dans le cadre du programme de rencontres scientifiques internationales organisées par l'UMR « IRICE » (Universités de Paris-I, Paris-IV et CNRS) dans le cadre de l'Axe 5 de son programme de recherches (« Les espaces et les temps de la construction européenne »), coordonné par les Professeurs Gérard Bossuat (Université de Cergy-Pontoise) et Éric Bussière (Université de Paris-IV), que les organisateurs du colloque tiennent tout particulièrement à remercier ici, sans manquer d'y associer le Prof. Robert Frank, directeur de l'UMR « IRICE », dont le soutien constant et total fut essentiel à la réussite de la manifestation. Celle-ci a également beaucoup bénéficié du soutien financier de l'Agence exécutive « Éducation, audiovisuel et culture » de la Commission européenne (« Action Jean Monnet »), ainsi que celui du Conseil scientifique de l'Université de Paris 1, et du Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (Luxembourg) avec lequel s'est établi un partenariat très fécond qui a notamment abouti à la réalisation d'un dossier spécial « Congrès de La Haye », disponible en ligne sur le site de sa bibliothèque numérique « European Navigator³ ».

² Monnet, J., *Mémoires*, Paris, Fayard, 1979, p. 323.

³ Ce dossier spécial est consultable à l'adresse suivante : <<http://www.ena.lu/undefined-1-29976>> ; il a été mis en ligne à partir d'avril 2008 et il comprend aujourd'hui plus

Ce colloque a été co-organisé par le réseau Richie, réseau international de chercheurs en histoire de l'intégration européenne⁴, dont l'action a été essentielle dans la mobilisation des jeunes chercheurs autour de cette étude collective du Congrès de La Haye.

Les organisateurs tiennent également à remercier la Maison de l'Europe de Paris, qui nous a accueillis dans ses murs lors de la dernière session de notre colloque, en particulier sa présidente, Mme Catherine Lalumière, et son vice-président, M. Jean-Pierre Gouzy, délégué français au Congrès de La Haye en mai 1948, qui s'est rendu fort disponible tout au long de la préparation de ce colloque nous permettant de bénéficier de sa très riche expérience européenne et de ses souvenirs très précieux.

Nous sommes également reconnaissants à Josette Mateesco et Sandrine Maras de l'Institut Pierre Renouvin (Université de Paris I) d'avoir considérablement facilité l'organisation matérielle du colloque, et à Claire Sanderson d'avoir pris en charge la difficile tâche de corriger les textes anglophones.

Nous sommes très heureux que cet ouvrage paraisse dans la collection « Euroclio » et qu'il permette au lecteur de prendre connaissance des nombreux apports de ce colloque sur le Congrès de La Haye, ses origines, son déroulement et sa postérité.

de quatre cents documents multimédias relatifs au Congrès de La Haye (films d'actualités, articles de presse, extraits de mémoires, photos et caricatures, interviews de témoins). Cf. la contribution d'Étienne Deschamps à la fin de cet ouvrage, pp. 405-414.

⁴ Pour plus de détails, nous nous permettons de renvoyer le lecteur au site de l'association Richie : <<http://richie.apinc.org/index.html>>.

INTRODUCTION

Le Congrès de La Haye (7-10 mai 1948), « porte-parole de l'Europe » ?

Jean-Michel GUIEU

Université de Paris I – Panthéon-Sorbonne/UMR IRICE

[...] Nous voyons réunis ici des hommes d'État de tous les partis politiques, des dirigeants de toutes les croyances religieuses, des écrivains de renom, des représentants éminents des professions libérales, des chefs d'industrie, des syndicalistes distingués. Bref, un cénacle de tout ce qui est essentiel à la vie politique industrielle, culturelle et spirituelle de l'Europe se trouve réuni dans cette salle historique. Et bien que chacun ait été invité à titre individuel, le congrès pourra dans toute conclusion qu'il atteindra se réclamer à juste titre d'être le porte-parole de l'Europe. Il n'est que temps en effet que cette voix s'élève, au milieu du chaos et de l'effondrement résultant des torts et des haines du passé, et parmi les dangers qui menacent l'heure présente et assombrissent l'avenir¹.

Ainsi s'exprimait lors de la séance inaugurale du Congrès de La Haye, le 7 mai 1948, son président d'honneur, le célèbre Winston Churchill. En effet, à la différence d'autres congrès fédéralistes (tenus précédemment à Hertensstein en septembre 1946 ou à Montreux en août 1947), La Haye ne fut pas à proprement parler un congrès de militants européens – même si ceux-ci furent loin d'être absents, les invitations ayant été lancées par un Comité international rassemblant les six principaux mouvements favorables alors à l'unité européenne – mais un rassemblement spectaculaire de personnalités représentatives des forces vives de l'Europe d'après-guerre venues témoigner de leur désir de construire une Europe unie.

Réunir trois ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale quelque huit cents Européens venus de tout l'ouest du continent (ainsi que

¹ Discours de Winston Churchill au Congrès de La Haye (7 mai 1948), disponible en ligne sur <<http://www.ena.lu/?lang=1&doc=28347>>.

certains exilés de l'Europe non démocratique) pour célébrer le réveil de la conscience européenne fut un véritable exploit et un incontestable succès pour ses promoteurs. Pour retrouver l'équivalent d'une telle démonstration de force en faveur de la cause européenne, il fallait remonter à l'entre-deux-guerres et aux efforts entrepris à cette époque par le célèbre activiste pro-européen Richard Coudenhove-Kalergi, qui avait organisé à Vienne, du 3 au 6 octobre 1926, le premier « Congrès paneuropéen », rassemblant alors plus de deux mille participants issus des milieux politiques, intellectuels, artistiques ou universitaires de toute l'Europe. Coudenhove qui était présent au Congrès de La Haye de 1948 ne manqua d'ailleurs pas de rattacher ce grand rassemblement pro-européen à sa propre légende, célébrant avec celui-ci « le vingt-cinquième anniversaire du mouvement paneuropéen » qu'il avait fondé en 1923².

Le contexte international du printemps 1948 jouait incontestablement le rôle d'un puissant levier en faveur de l'unité européenne. Au lendemain du Coup de Prague de février 1948, l'Europe occidentale sentait plus que jamais se préciser la menace soviétique et était en train de mettre en place ses premières formes de coopération, notamment en matière de défense commune avec la signature le 17 mars 1948 du Pacte de Bruxelles (réunissant la France, la Grande-Bretagne, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg), ainsi que sur le plan économique avec la création, le 16 avril 1948, de l'Organisation européenne de coopération économique regroupant les seize pays bénéficiant de l'aide Marshall. En outre, une convention douanière, entrée en vigueur depuis le 1^{er} janvier de la même année, liait la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg (Benelux) ; un protocole d'union douanière franco-italienne avait été également signé à Turin le 20 mars 1948.

Comme le faisait alors remarquer judicieusement une journaliste américaine, Staline était en train de jouer un rôle fondamental dans le regroupement des nations de l'Europe occidentale : « *If the countries of Western Europe have moved faster toward unity in two years than in the previous two centuries, the driving force is not Mr. Churchill but Mr. Stalin*³ ». De ce fait, les États-Unis regardaient d'un œil de plus en plus bienveillant les efforts en faveur de l'unité européenne⁴, ainsi qu'en témoigne la présence d'observateurs américains à La Haye ou le message du sénateur Fulbright lu par Coudenhove-Kalergi à la tribune du congrès lors de la séance inaugurale :

² *Congrès de l'Europe, La Haye, 7-11 mai 1948*, Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe, 1999, p. 13.

³ O'Hare McCormick, A., « Abroad. The Declining Years of the Sovereign nation », in *The New York Times*, 10 mai 1948.

⁴ Voir la contribution de Veronika Heyde dans cet ouvrage, pp. 57-66.

The only way that the people of Europe can repay the American people for their sacrifices in two wars and in the European Recovery Programme is to overcome their ancient nationalism, recognize the identity of their interests, and create a living, vital European Community, able once more, as they have in the past, to contribute to the forward march of Western Christian civilization⁵.

Dans ce contexte où l'unité européenne semblait en marche, quel rôle joua le Congrès de La Haye, réuni du 7 au 10 mai 1948 ? Au-delà de la passion de ses débats et de son grand écho médiatique, le congrès eut-il une réelle influence dans le combat en train de se livrer en faveur de l'idée européenne ? Faut-il partager l'enthousiasme du Polonais Joseph Retinger, quand il écrit dans ses mémoires qu'à La Haye, « *we laid the foundations for all that was to mark the progress of the European Idea in the next decade*⁶ » ? La Haye suscita-t-il une dynamique favorable à la construction européenne ou marqua-t-il paradoxalement les limites d'une méthode de construction européenne ?

I. Un congrès « Churchill » ?

A. Des « États généraux » au « Congrès » de l'Europe

Dans l'aventure de La Haye, il est un homme sur lequel les médias ont considérablement focalisé leur attention, et dont le congrès a fait son président d'honneur, saluant « en lui son père spirituel et son génie tutélaire⁷ », il s'agit de Winston Churchill, héros de la Seconde Guerre mondiale qui était retourné dans l'opposition suite aux élections de juillet 1945, et qui faisait désormais de la cause européenne son principal cheval de bataille. On lui reconnaissait alors le mérite d'avoir joué un rôle fondamental dans la renaissance de l'idée européenne après-guerre, ayant « le premier, par son retentissant discours de Zurich, donné le branle à la propagande et accrédité de nouveau l'idée d'Europe, compromise depuis de longues années par l'utilisation qu'en avait faite Hitler⁸ ». Le 19 septembre 1946, Churchill avait en effet plaidé pour la réconciliation de la famille européenne, parlant d'une sorte d'États-Unis d'Europe basés sur la coopération franco-allemande, et se référant à deux pionniers de l'entre-deux-guerres, Coudenhove et Briand. « D'un

⁵ *Congrès de l'Europe, op. cit.*, p. 13.

⁶ Retinger, J., *Memoirs of an Eminence Grise*, Sussex University Press, 1972, pp. 220-224.

⁷ François-Poncet, A., « À La Haye une graine a été semée », in *Le Figaro*, 20 mai 1948, p. 2, disponible en ligne sur <<http://www.ena.lu/undefined-1-29876>>.

⁸ Bastid, P., « Le Congrès européen de La Haye », in *Revue politique et parlementaire*, juin 1948, p. 217.

coup l'idée de Paneurope, presque oubliée, faisait de nouveau l'objet de tous les articles de fond et de tous les commentaires⁹ », même si la Grande-Bretagne s'excluait par avance de cette construction.

Pour autant, bien avant le plaidoyer churchillien un certain nombre de militants européens, au premier rang desquels des groupes fédéralistes, avaient entrepris au service de l'idée européenne une active propagande, mais celle-ci peinait à se faire entendre. De manière emblématique, c'est au même moment où Churchill faisait entendre son discours à l'Université de Zurich que se tenait, non loin de là, à Hertenstein (15-22 septembre 1946), le premier congrès fédéraliste de l'après-guerre, convoqué à l'initiative du mouvement suisse Europa-Union, qui rassembla 78 délégués représentant les mouvements fédéralistes de quatorze pays européens, mais qui retint beaucoup moins l'attention que le verbe churchillien... Quelques mois plus tard, en décembre 1946, les fédéralistes se constituèrent en une Union européenne des fédéralistes (UEF) qui tint son premier congrès à Montreux (27-31 août 1947)¹⁰ : plus de deux cents délégués représentant une quarantaine de groupements militants appelèrent alors de leurs vœux, plus de huit mois avant La Haye, à la tenue d'États généraux de l'Europe qui réuniraient les forces vives des nations européennes et constitueraient l'embryon d'un futur gouvernement fédéral européen. À ce congrès participait Duncan Sandys, gendre de Churchill et maître d'œuvre du futur Congrès de La Haye, d'où le sentiment de certains fédéralistes d'avoir été dépossédés de leur idée par les européistes churchilliens et une rancune tenace à leur endroit pendant plus de cinquante ans :

Surgissant à l'improviste à la réunion préparatoire qui a eu lieu à Montreux, Duncan Sandys leur a fort « aimablement » proposé de leur venir en aide de toutes les manières possibles, en organisant pour eux cette réunion, non à Montreux, mais à La Haye. Il savait fort bien ce qu'il voulait : mettre la main sur cette initiative dont il avait compris l'importance, et la soumettre à son contrôle, opération qu'il a réussie avec une habileté incontestable¹¹.

Il est vrai qu'à cette époque, les Anglais avaient solidement investi la scène européiste, notamment depuis la fondation par Churchill, en janvier 1947, du *United Europe Movement* qui regroupait des responsa-

⁹ Coudenhove-Kalergi, R., *Ein Leben für Europa, Meine Lebenserinnerungen*, Kiepenheuer & Witsch, 1966, p. 296, cité par Heyde, V., *De l'esprit de la Résistance jusqu'à l'idée de l'Europe – projets européens et américains pour l'Europe de l'après-guerre. 1940-1950*, thèse de doctorat d'histoire, Université de Paris-IV, 2007, p. 576.

¹⁰ Sur le rôle de la Suisse dans les premiers congrès européens, voir la contribution de Tamara Ehs dans cet ouvrage pp. 45-56.

¹¹ Archives privées Jean-Pierre Gouzy (Paris), lettre d'Alexandre Marc à Jean-Pierre Gouzy, 30 avril 1998.

bles politiques et des hommes d'affaires britanniques adhérant à l'idée d'une confédération européenne assez souple sur le modèle du Commonwealth britannique. Ce comité tenta de créer des groupements similaires sur le continent, mais n'y parvint qu'en France, où un Conseil français pour l'Europe unie vit le jour, sous l'impulsion d'un économiste libéral, alors collaborateur au journal *Le Monde*, René Courtin. Ce dernier réussit à rassembler des hommes de sensibilités et de milieux divers, du parti socialiste au MRP, de la haute fonction publique aux milieux d'affaires. Raoul Dautry, chargé des affaires nucléaires par le gouvernement français, en devint le président.

D'autres réseaux transnationaux, marqués par une appartenance partisane plus nette, se constituèrent à la même époque. Créées à Lucerne, en mars 1947, à l'initiative du secrétaire général du MRP, Robert Bichet, les Nouvelles équipes internationales (NEI) formèrent une internationale démocrate-chrétienne désirant travailler à la construction d'une Europe unie s'inspirant des valeurs chrétiennes. L'aile gauche du socialisme européen, sous l'impulsion du britannique Bob Edwards de l'*Independent Labour Party*, forma à Londres, le 23 février 1947, le Comité international d'étude et d'action pour les États-Unis socialistes, qui deviendra en novembre 1948 le Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe (MSEUE), marquant par là un changement d'orientation doctrinal : il s'agissait désormais de faire d'abord l'Europe et de lutter ensuite pour qu'elle soit socialiste, et non plus l'inverse.

Dans ce bouillonnement d'énergies pro-européennes, le comte Coudenhove-Kalergi, pionnier de l'activisme européiste dans les années 1920, tenta de reconquérir sa place tout en faisant évoluer sa stratégie : il espérait désormais triompher des résistances gouvernementales en s'adressant directement aux parlementaires européens aux fins de créer une Assemblée constituante européenne. Sa première initiative fut l'envoi d'une carte à quelque quatre mille parlementaires leur demandant s'ils étaient en faveur, oui ou non, d'une fédération européenne dans le cadre des Nations unies. Plus de 40 % d'entre eux ayant accepté de réagir, et très majoritairement de manière positive, le comte décida en mai 1947 de convoquer à Gstaad une première conférence, qui allait réunir du 8 au 10 septembre 1947 plus d'une centaine de parlementaires issus d'une dizaine de pays et aboutir à la création d'un nouveau mouvement, l'Union parlementaire européenne (UPE). Une Commission juridique, présidée par François de Menthon, fut alors chargée alors d'élaborer un projet de constitution européenne¹².

Sur un terrain plus économique, une Ligue indépendante de coopération économique européenne fut fondée le 7 mars 1947 par l'ancien

¹² Voir la contribution de Clara Isabel Serrano dans cet ouvrage pp. 299-310.

Premier ministre belge Paul van Zeeland, en compagnie du français Daniel Serruys, ancien représentant de la France au Comité économique de la SDN, de l'Anglais Harold Butler, ancien directeur du Bureau international du travail à Genève et de Joseph Retinger, un Polonais vivant en exil. Ce groupement bientôt rebaptisé Ligue européenne de coopération économique (LECE) comptait dans ses rangs le député catholique néerlandais Pieter Kerstens qui joua un rôle essentiel dans l'organisation pratique du Congrès de La Haye.

Face à cette dispersion des efforts, une certaine coordination se révélait nécessaire si l'on souhaitait pousser efficacement les gouvernements à une action d'envergure en faveur de l'unité européenne. C'est pourquoi la plupart des associations à but européiste décidèrent, les 10 et 11 novembre 1947, de se regrouper au sein d'un Comité international de coordination des mouvements pour l'unité européenne (CICMUE) ou *Joint International Committee of the Movements for European Unity*¹³. Le Mouvement pour les États-Unis socialistes d'Europe refusa toutefois de s'y joindre jugeant le Comité trop marqué à droite. Le comité exécutif du CICMUE, où chaque mouvement était représenté à égalité de voix, était en effet dominé par les unionistes auxquels revenaient les postes-clés : la présidence à Duncan Sandys et le secrétariat à Joseph Retinger. Les fédéralistes de l'UEF qui envisageaient cette alliance comme une nécessité conservaient néanmoins l'espoir d'en orienter les débats, estimant qu'ils jouissaient d'une force particulière en raison du nombre important de leurs militants. La lutte d'influence entre mouvements unionistes et fédéralistes fut donc manifeste dès le départ et le Congrès de La Haye ne fera que la manifester au grand jour¹⁴.

Les divergences apparurent ainsi nettement au sujet de la décision prise dès sa création par le CICMUE, d'organiser au printemps 1948 une conférence réunissant des Européens représentatifs : si les fédéralistes rêvaient d'en faire les « États généraux de l'Europe », les unionistes, pour leur part, souhaitaient davantage une manifestation publique pour attirer l'attention des gouvernements sur le problème de l'unité européenne, l'opinion publique étant considérée comme un moyen d'exercer une pression sur les gouvernements. C'est fort logiquement que cette vision triompha dans une nouvelle réunion du Comité le 14 décembre 1947, au cours de laquelle il fut décidé d'organiser à La Haye « une conférence rassemblant 500 à 800 Européens marquants »,

¹³ Il s'agit du *United Europe Movement*, du Conseil français pour l'Europe unie, de la Ligue européenne de coopération économique, des Nouvelles équipes internationales, de l'Union parlementaire européenne et de l'Union européenne des fédéralistes.

¹⁴ Ce passage emprunte beaucoup à Vayssière, B., *Vers une Europe fédérale ? Les espoirs et les actions fédéralistes au sortir de la Seconde Guerre mondiale*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2006, p. 176 et suiv.

ce qui signifiait l'abandon de la conférence représentative des forces sociales européennes envisagée par les fédéralistes¹⁵. Rebaptisée « Congrès de l'Europe », cette manifestation devait servir plus modestement un triple objectif : « 1) prouver l'existence dans tous les pays libres d'Europe d'un large mouvement d'opinion en faveur de l'unité ; 2) discuter les questions ainsi posées et présenter aux gouvernements des propositions pratiques ; 3) insuffler une vigueur et une ardeur nouvelles à la campagne internationale¹⁶ ».

Une certaine défiance semblait désormais bien installée entre unionistes churchilliens et fédéralistes, comme en témoigne cette correspondance échangée entre deux fédéralistes français, Alexandre Marc et André Voisin à propos de Duncan Sandys : « Il ne peut pas grand-chose sans nous : il est également grand temps qu'il le comprenne. Je vous en prie, n'hésitez pas à mettre les points sur les i : c'est en se montrant trop conciliant avec ces gens-là, qu'on a inutilement compliqué la situation¹⁷ ». L'homme fort du *United Europe Movement* se révéla néanmoins plus coriace que prévu et Alexandre Marc exprimera son dépit d'avoir dû se retrouver à La Haye « relégué au troisième plan, par suite d'un nombre incalculable de "combines", qu'il faudrait des pages et des pages pour raconter¹⁸ »...

B. La constitution des délégations nationales

Le « Congrès de l'Europe » qui allait se tenir au printemps 1948 à La Haye était donc une manifestation d'initiative privée et les gouvernements n'eurent de ce fait pas la possibilité de désigner directement leurs représentants. C'est au CICMUE que revint la lourde charge de recruter ces « personnalités européennes les plus représentatives dans le domaine de la pensée et de l'action, appartenant à un nombre de pays aussi grand que possible¹⁹ » qui devaient se rendre aux Pays-Bas. Celles qui acceptaient l'invitation devaient marquer leur engagement par la signature d'un coupon-réponse contenant la formule, certes peu com-

¹⁵ Voir la communication de Bertrand Vayssière dans le présent ouvrage pp. 79-91.

¹⁶ *Le Mouvement Européen, Ses origines, Son action, Son avenir*, Paris/Londres, 1949, pp. 8-9, disponible en ligne sur <<http://www.ena.lu/?lang=1&doc=29945>>.

¹⁷ Archives historiques de l'Union européenne (ci-après AHUE), Florence, AM138, lettre d'Alexandre Marc à André Voisin, 19 février 1948.

¹⁸ AHUE, AM138, lettre d'Alexandre Marc à A.M. Trinquier, 22 mai 1948.

¹⁹ Archives historiques du Conseil de l'Europe, Strasbourg. Union paneuropéenne/Union parlementaire européenne 1947, 24033, disponible en ligne sur <<http://www.ena.lu/?lang=2&doc=28721>>.

promettante : « *I recognise the urgent need for greater unity among the nations of Europe, and I shall be pleased to attend the Congress*²⁰ ».

Pour gérer au mieux les invitations, un comité national fut mis en place dans chaque pays, mais sa tâche fut délicate puisqu'il lui fallait veiller à ce que la délégation qu'il était en train de constituer possédât un caractère varié et représentatif, c'est-à-dire réunisse des personnalités de « toutes tendances, disciplines et confessions²¹ ».

Les équilibres politiques, particulièrement, ne furent pas faciles à tenir, car l'omniprésence des unionistes churchilliens entraîna l'abstention des travaillistes britanniques qui reprochaient notamment à l'ancien Premier ministre britannique son anti-communisme virulent. Par solidarité avec le *Labour*, nombreux furent les socialistes et syndicalistes européens qui hésitèrent à entreprendre le voyage vers La Haye. Ceux qui s'y rendirent finalement durent le faire à titre personnel, à l'exemple du socialiste français Paul Ramadier, auquel revint la lourde charge de présider la commission politique du congrès.

Les organisateurs s'efforcèrent également d'en faire une manifestation la plus représentative possible de l'Europe toute entière, y compris de sa partie vivant sous des régimes autoritaires. Certains membres du CICMUE partirent alors en mission à travers l'Europe, tels Duncan Sandys dans la péninsule italienne et en Suisse, Raoul Dautry en Scandinavie ou Hendrik Brugmans en Espagne et au Portugal, mais dans ce dernier pays il ne trouva « aucun intérêt pour l'entreprise européenne²² ». On décida également d'inviter une trentaine d'émigrés venant de l'Europe centrale et orientale afin de manifester la solidarité du congrès avec les populations vivant désormais sous le joug soviétique²³.

Se posait enfin la question délicate de faire venir des délégués allemands. Comme le pays était divisé en zones d'occupation militaire, les organisateurs durent composer avec les autorités locales pour obtenir les laissez-passer et les permis de séjour nécessaires. Les collaborateurs de Duncan Sandys utilisèrent ainsi leurs liens officiels avec l'administra-

²⁰ AHUE, ME 1168, Carton-réponse pour la participation de Léon Van Vassenhove au Congrès européen de La Haye, avril 1948, disponible en ligne sur <<http://www.ena.lu?lang=2&doc=28699>>.

²¹ Comité français de liaison des mouvements pour l'unité européenne (dir.), *Le congrès de La Haye. Son objet et ses réalisations*, Paris, 1948, disponible en ligne sur <<http://www.ena.lu/undefined-1-28579>>.

²² Brugmans, H., « Le congrès de La Haye – avant, pendant et après », in *Annuaire européen-European Yearbook*, 1969, pp. 1-30, disponible en ligne sur <<http://www.ena.lu?lang=1&doc=29628>>.

²³ Voir dans cet ouvrage le texte de Gergely Fejérdy sur les participants hongrois au Congrès de La Haye (pp. 233-242) et celui de Peter Svík sur les Tchécoslovaques (pp. 243-252).

tion alliée, notamment en secteur britannique, et formulèrent des demandes de visas auprès de l'ambassade néerlandaise à Londres, permettant ainsi à une cinquantaine de délégués allemands de se rendre à La Haye une fois acquise l'acceptation définitive du Conseil des ministres néerlandais.

Les congressistes de La Haye furent donc au total fort nombreux, même s'il est à jamais impossible de donner le nombre exact et les patronymes de tous les délégués. La liste officielle publiée au lendemain de la manifestation recense quelque 740 délégués ou observateurs²⁴, mais contient de nombreuses erreurs, son établissement s'étant avéré une tâche presque insurmontable :

Pour la liste d'invités nous sommes encore en train de vérifier toutes les données. Il se trouve que c'est un travail assez compliqué qui nous procure beaucoup de difficultés. Cependant nous espérons pouvoir en sortir. Si vous disposez par hasard de données exactes sur les délégués français ou autres qui ont été à La Haye, leurs adresses, etc., nous vous serions reconnaissants si vous voudriez bien nous les envoyer²⁵.

Les listes dont nous disposons permettent néanmoins de dresser les contours d'un congrès largement dominé par les deux délégations française et britannique (155 et 148 membres respectivement), suivies des délégations belge (68), néerlandaise (58), italienne (57), allemande (51), ou encore helvétique (40)²⁶.

C. La question cruciale de l'organisation matérielle du Congrès

Le déplacement et l'accueil sur place d'un nombre aussi important de délégués ne furent pas sans poser de nombreux problèmes logistiques. En mai 1948, La Haye était en effet une cité d'environ un demi-million d'habitants largement ravagée par la guerre²⁷. Les Néerlandais tinrent néanmoins à accueillir avec la plus grande hospitalité les congressistes ainsi que les quelque deux cents journalistes qui couvraient l'événement.

²⁴ *List of the participants of the Congress of Europe, The Hague, May 7-11th 1948*, disponible en ligne sur <http://www.coe.int/t/dgal/dit/ilcd/Fonds/Themes/TheHague/ListParticip_en.pdf>.

²⁵ AHUE, ME 1018, lettre de Melle C.P. Haremaker à G. Rebattet, 26 mai 1948.

²⁶ On compte également 32 Danois, 19 Suédois, 18 Grecs, 12 Norvégiens, 12 Autrichiens, 8, Luxembourgeois, 5 Irlandais, 5 Sarrois, 3 Liechtensteinois, 1 Islandais et 1 Turc ; ainsi que des observateurs de Bulgarie (3), du Canada (2), d'Espagne (7), de Finlande (1), de Hongrie (4), de Pologne (5), du Portugal (4), de Roumanie (5), du Saint-Siège (1), des États-Unis (4), de Tchécoslovaquie (10) et de Yougoslavie (3). Pour plus de précisions, nous renvoyons le lecteur vers la deuxième partie de cet ouvrage consacrée à l'étude des principales délégations.

²⁷ Voir la contribution de Marloes Beers dans cet ouvrage pp. 137-149.

Un comité local d'organisation sous la responsabilité du sénateur néerlandais Pieter Adriaan Kerstens, vice-président de la Ligue indépendante de coopération économique et membre du CICMUE, dut accomplir « des merveilles d'organisation tant pour la réception, l'installation et l'agrément des congressistes que pour les tâches techniques de traduction et de diffusion de documents établis d'heure en heure²⁸ ». En raison de la limitation des changes en Europe à cette époque, il prit en charge toutes les dépenses d'hébergement et de restauration des délégués, ceux-ci n'ayant qu'à supporter les coûts de leur voyage jusqu'aux Pays-Bas. Pour trouver les financements nécessaires, il fit appel à la générosité privée, principalement néerlandaise, provenant notamment de certaines grandes firmes comme Philips.

Pour les congressistes, le voyage à La Haye, dans une Europe totalement désorganisée par la guerre, fut loin d'être simple, et représenta en soi un véritable acte militant, ainsi qu'une expérience concrète des barrières douanières qui cloisonnaient alors le vieux continent : les délégués britanniques furent, en effet, soumis à six arrêts successifs aux postes-frontières entre Londres et La Haye, les Français à quatre entre Paris et La Haye. Jean-Pierre Gouzy, délégué français à La Haye, se souvient « qu'au moins une fois, on nous a tous fait descendre sur le quai, à un poste-frontière de contrôle. La police et les douaniers ont fouillé tous les wagons, et au bout de quelques dizaines de minutes, on était autorisés à rentrer dans nos compartiments et à reprendre la route²⁹ ».

Arrivés enfin à La Haye, les délégués furent répartis entre les différents hôtels de la ville selon un critère de nationalité, ainsi que l'avait voulu Duncan Sandys : les Britanniques furent ainsi « opportunément groupés dans deux grands palaces », au contraire des Français qui furent « disséminés [...] par petits paquets dans un rayon de 10 kilomètres, parfois logés chez l'habitant³⁰ ».

Les séances plénières du congrès se tinrent dans l'historique « salle des chevaliers » (la Ridderzaal) du Parlement néerlandais, « grande salle gothique » reconstruite à la fin du XIX^e siècle qui en imposa aux délégués

par sa majestueuse simplicité : splendide charpente de chêne – un peu trop neuve peut-être – vastes parois de chaux austère, lustres colossaux, dais so-

²⁸ Courtin, R., « Résultats et perspectives », in *Le Monde*, 14 mai 1948, pp. 1-2, disponible en ligne sur <<http://www.ena.lu/undefined-1-29839>>.

²⁹ Interview de Jean-Pierre Gouzy (Paris, 19 octobre 2007), disponible en ligne sur <<http://www.ena.lu?lang=1&doc=29426>>.

³⁰ Courtin, R., « Résultats et perspectives », in *Le Monde*, 14 mai 1948, p. 2, disponible en ligne sur <<http://www.ena.lu/undefined-1-29839>>.

lennel de velours rouge surplombant la tribune, hauts sièges confortables sur d'immenses tapis. Cadre grandiose comme l'on voit, encore rehaussé par un gigantesque drapeau de l'Europe [...] étalant un large E rouge sur fond blanc³¹.

Le choix de cet emblème européen fut d'ailleurs l'objet d'une vive querelle entre Coudenhove-Kalergi et les organisateurs du congrès. Le leader de Pan-Europe aurait souhaité que l'on reprenne symboliquement le drapeau couleur azur avec une croix rouge sur un soleil d'or qui avait été celui de son mouvement depuis les années 1920 :

Your intention to replace the traditional flag of European Union shocked me more than I can say. [...] Since a single flag of Europe exists for a quarter of a century, nobody would understand why this traditional flag should be dropped at our Congress for Europe, and replaced by a letter of the alphabet, "E"! The only interpretation people would give to this change of symbols would be most unhappy for our cause : that the letter "E" has been deliberately chosen because it may be read both for "Europe" and for "England"!³²

Sandys n'en imposa pas moins le « E » rouge sur fond blanc qui représenta tout au long du congrès l'étendard écarlate de l'Europe désirant s'unir³³.

Le travail en commissions, qui occupa une grande partie de l'emploi du temps des délégués, se fit dans des salles annexes de la Ridderzaal pour la commission économique et la commission culturelle, et dans la grande salle du *Dierentuin* au Jardin botanique pour la commission politique. Le soir, tous les délégués se retrouvaient à dîner au casino de Scheveningue, la plage de La Haye, où « d'immenses tables, couvertes d'une multitude de tulipes rouges et or, ainsi que de petits drapeaux à l'enseigne européenne, avaient été dressées devant l'estrade d'honneur où les "personnalités" principales présidaient les agapes³⁴ ».

Quel fut toutefois l'état d'esprit qui régna lors ce « rassemblement le plus remarquable et le plus représentatif de personnalités de renommée internationale qui se fût jamais réuni jusque-là pour discuter de l'avenir de l'Europe³⁵ » ? L'enthousiasme des délégués présents à La Haye eut-il un certain écho au sein des opinions publiques européennes ?

³¹ Richard, M., « Images et travaux d'un congrès », in *La Fédération*, juin 1948, pp. 4-5.

³² AHUE, WL 74, lettre de Richard Coudenhove-Kalergi à Duncan Sandys, 14 avril 1948.

³³ Le site European NAVigator permet de visualiser en couleur la symbolique européenne adoptée pour le Congrès de La Haye. Voir notamment la page <<http://www.ena.lu?lang=1&doc=29992>>.

³⁴ J.V. [J.P. Gouzy], « Le congrès de l'Europe vient de se tenir à La Haye », in *La République Moderne*, mai 1948, n° 50-51, pp. 6-7.

³⁵ *Le Mouvement Européen, Ses origines, Son action, Son avenir*, Paris/Londres, 1949, p. 9.

II. « Congrès de notabilités³⁶ » et succès populaire ?

A. L'enthousiasme de La Haye

Comme l'a écrit Bertrand de Jouvenel, « ce congrès a été un véritable plébiscite des “gens de qualité” en quelque sens que l'on prenne le terme³⁷ ». De ce point de vue, il remplit parfaitement les objectifs fixés par ses organisateurs, puisque se côtoyèrent environ deux cents parlementaires, une soixantaine de ministres, douze anciens présidents du Conseil ainsi qu'un ancien chef d'État, auxquels s'ajoutaient des présidents de partis ou de syndicats (tels Konrad Adenauer, président de la CDU en Allemagne occidentale), des hommes d'Église (l'internonce Paolo Giobbe, représentant le Saint-Siège), des diplomates, des écrivains, des universitaires, des chefs d'entreprises, des artistes, des journalistes, des dirigeants de mouvements européens (Altiero Spinelli, Hendrik Brugmans, Denis de Rougemont, Robert Bichet, Alexandre Marc, Richard Coudenhove-Karlergi, Paul van Zeeland, R.W.G. Mackay, etc.). C'est donc presque sans exagération que le journal britannique *The Observer* put alors écrire que « *not since the end of the great Church Councils in the sixteenth century has there been so varied a collection of prelates, politicians, scholars, students, artists, teachers and zealots, gathered from so wide an area of Europe*³⁸ ».

Parmi les personnalités présentes à La Haye, bon nombre entretenaient avec l'idéal européen un rapport de longue date, ce qui permit d'assurer une certaine continuité avec le débat européen de l'entre-deux-guerres : il en allait ainsi de Richard Coudenhove-Kalergi, fondateur en 1923 de l'Union paneuropéenne, d'Émile Borel, ancien président du Comité fédéral de coopération européenne fondé en 1928, de Jacques Lacour-Gayet, créateur en 1925 du Comité d'action économique et douanière (CAED), d'Irénée Van der Ghinst, fondateur de la section belge de l'Union paneuropéenne et de l'Institut d'économie européenne, d'Hans Bauer, le président d'Europa Union depuis 1934, de Sir Arthur Salter, ancien directeur de la section économique et financière de la SDN, ou encore de Sir Walter Layton, ancien directeur de *The Economist* pour ne citer que les principaux d'entre eux. De manière générale, les hommes de l'entre-deux-guerres dominaient au sein du congrès et constituaient les principaux bataillons des troupes unionistes, alors que les fédéralistes appartenaient généralement à de plus jeunes générations,

³⁶ Bonnefous, É., *L'idée européenne et sa réalisation*, Paris, Éditions du Grand Siècle, 1950, p. 102.

³⁷ Jouvenel, B. de, « Au congrès de l'Europe », in *Revue de Paris*, juin 1948, pp. 132-137, disponible sur <<http://www.ena.lu/undefined-1-29949>>.

³⁸ Clark, W. D., « Hopes at the Hague », in *The Observer*, 16 mai 1948.

tels Ronald Mackay né en 1902, Alexandre Marc en 1904, Hendrik Brugmans et Denis de Rougemont en 1906, Altiero Spinelli en 1907. Les témoins notèrent d'ailleurs à l'époque que « l'Union fédéraliste européenne apportait à ce congrès de la jeunesse, de l'enthousiasme et de la chaleur³⁹ ».

Si tous les congressistes étaient toutefois loin d'avoir connu un véritable parcours européen, leur participation au « Congrès de l'Europe » marqua parfois la première véritable étape d'un engagement européen ultérieur, même s'il faut bien entendu se garder de toute reconstruction *a posteriori* de parcours toujours complexes : citons ainsi les cas de Walter Hallstein, futur président de la Commission européenne, d'Albert Coppé, futur vice-président de la Haute Autorité de la CECA et membre de la Commission européenne, ou encore de François Mitterrand dont la présidence marquera l'aventure européenne⁴⁰.

Diversité des nationalités, des origines intellectuelles, des professions et des engagements, les congressistes semblèrent néanmoins communier à La Haye dans un même enthousiasme et dans l'impression de vivre un moment historique. Le cadre prestigieux de la Ridderzaal et la présence de la Princesse Juliana, du Prince Bernhard et du Premier ministre des Pays-Bas lors de la séance d'ouverture du congrès participèrent très certainement à la solennité et à l'émotion du moment :

Throughout the Congress, in the plenary meetings and in the commissions, one felt the enthusiasm of the participants, their infectious zeal and their recognition of the importance of the occasion. They spared no effort to give of their best and the oratory often reached great heights⁴¹.

Peut-on toutefois parler d'un « esprit européen » qui aurait, à La Haye, transcendé les origines socioculturelles et les réalités nationales ? Un membre de la délégation française se dit « frappé » par le fait « que ce congrès a eu réellement un état d'esprit européen⁴² ». Toutefois, la constitution des délégations sur une base nationale et le particularisme assez fort de certaines d'entre elles semblent bien devoir nous obliger à nuancer un tel constat. Ainsi la rivalité entre les deux principales délégations, française et britannique, marqua considérablement les esprits. Le délégué français, René Courtin, admit que « nos amis anglais ont un peu

³⁹ Camu, L., « Le congrès de l'Europe », in *Revue générale belge*, mai 1948, pp. 186-193, disponible sur <<http://www.ena.lu/undefined-1-28599>>.

⁴⁰ Sur François Mitterrand et son instrumentalisation de sa participation au Congrès de La Haye, voir la contribution de Georges Saunier dans cet ouvrage pp. 375-391.

⁴¹ Retinger, J., *Memoirs...*, *op. cit.*, pp. 220-224.

⁴² Maroger, J., « La genèse de l'Europe nouvelle », in *Revue des Deux Mondes*, juillet 1948, disponible en ligne sur <<http://www.ena.lu?lang=1&doc=28884>>.

tiré la couverture à eux⁴³ ». De son côté, le fédéraliste André Voisin écrivit que si « M. Winston Churchill n'[avait] pas dominé le congrès, ses compatriotes l'ont dominé⁴⁴ ». Un autre membre de la délégation française, André François-Poncet, déclara avoir « eu, parfois, à La Haye, l'impression désagréable que les Anglais gardaient envers leurs collègues français un certain fonds de méfiance et aussi qu'ils cherchaient à brusquer les votes de l'Assemblée⁴⁵ ». En réalité, les Français furent surtout victimes de leurs divisions, incapables de se concerter « ni avant ni pendant le congrès⁴⁶ », alors que les délégués britanniques firent preuve « d'une cohésion extraordinaire. Parfaitement organisés et outillés, distribués en bon ordre dans les diverses commissions, intervenant au moment opportun pour se soutenir les uns les autres, travaillistes, libéraux et conservateurs se retrouvèrent toujours ensemble lors de la conclusion des débats essentiels⁴⁷ ». Bref, comme l'indiquèrent certains délégués français à leur retour, « il y avait *une* délégation britannique et *des* délégués français⁴⁸ »...

La présence d'une importante délégation allemande à La Haye fut également de nature à heurter la sensibilité de certains délégués français quelques années seulement après la fin de la guerre. « Personne ne songe à exclure l'Allemagne de l'Europe : mais, comme Français et comme résistant, j'ai été un peu choqué, avoue Paul Bastid, de cette précipitation à la mettre en vedette⁴⁹ ». Dès l'ouverture du congrès, Churchill déclara en effet :

Je souhaite [...] la bienvenue ici à la délégation allemande que nous avons conviée parmi nous. Pour nous le problème allemand est de restaurer la vie économique de l'Allemagne et de ranimer l'ancienne renommée de la race allemande, sans pour autant, exposer ses voisins et nous-mêmes à la réaffirmation de sa puissance militaire. L'Europe unie constitue la seule solution

⁴³ AHUE, AM138, lettre de René Courtin à Alexandre Marc, 19 mai 1948.

⁴⁴ Voisin, A., « Les querelles et les ententes de La Haye », in *Fédération*, juin 1948.

⁴⁵ François-Poncet, A., « À La Haye une graine a été semée », in *Le Figaro*, 20 mai 1948, p. 2, disponible en ligne sur <<http://www.ena.lu/undefined-1-29876>>.

⁴⁶ Archives personnelles de Jean-Pierre Gouzy (Paris), Procès-verbal de la réunion des délégués français ayant participé au Congrès de La Haye (Paris, 21 mai 1948), disponible en ligne sur <<http://www.ena.lu/undefined-1-28570>>.

⁴⁷ Voisin, A., *art. cité*.

⁴⁸ C'est nous qui soulignons. Cf. Archives personnelles de Jean-Pierre Gouzy (Paris), Procès-verbal de la réunion des délégués français (21 mai 1948), *op. cit.*

⁴⁹ Bastid, P., « Le Congrès de La Haye », in *L'Aurore*, 12 mai 1948, p. 3, disponible en ligne sur <<http://www.ena.lu/undefined-1-29840>>.

qui réponde à ce double problème ; et c'est aussi une solution qui peut être adoptée sans retard⁵⁰.

Les délégués allemands, majoritairement issus de la Bizone américano-britannique, purent donc se montrer fort satisfaits de leur séjour aux Pays-Bas :

The [german] delegation returned in a very contented frame of mind. They had been well cared for in the Hotel where they stayed and had felt that they had been treated as equals on the floor of the Congress. In addition the Dutch had received them in a way that gave much satisfaction, and all the more in view of the so recent German military occupation⁵¹.

Dans l'ambiance de guerre froide qui régnait à La Haye, quelques semaines après le Coup de Prague (février 1948), se posa également la question des rapports avec les Européens du Bloc de l'Est, que représentaient concrètement une trentaine d'exilés ayant obtenu le titre d'« observateurs ». Le congrès voulut entretenir l'espoir d'une possible union, à terme, de tous les Européens, et ne pas apparaître trop nettement comme la stricte émanation de l'Europe occidentale et capitaliste. Churchill lui-même « abandonn[a] son ton de croisade contre le communisme⁵² » et assura publiquement que « nos vues ne se bornent pas ici à l'Europe occidentale. Nous ne visons rien moins que toute l'Europe⁵³ ». De manière symbolique, l'ancien ministre des Affaires étrangères roumain, Grégoire Gafencu, fut invité à prendre la parole lors la séance d'ouverture, et il souligna à son tour qu'« il n'y [avait] qu'une seule Europe ; même lorsque son corps est mutilé et divisé, la pensée qui nous guide vers elle est une et indivisible⁵⁴ ». Son intervention contribua à la décision du congrès d'attribuer à tous les observateurs, notamment est-européens, la qualité de délégués de plein droit.

B. « Le Congrès ne danse pas »...

Quatre jours durant, dans cette ambiance marquée par l'enthousiasme et l'espoir, le Congrès de La Haye partagea ses activités entre séances plénières et séances de travail en commissions. La séance inaugurale du vendredi 7 mai permit ainsi d'entendre Winston Churchill qui fit un discours « à la fois réservé quant au fond et prudent quant à la forme.

⁵⁰ Archives privées Guy de Rouville (Vabre), Discours de Winston Churchill au Congrès de La Haye (7 mai 1948), disponible en ligne sur <<http://www.ena.lu/?lang=1&doc=28347>>.

⁵¹ AHUE, ME 1174, lettre de Rennie Smith à T.B. Martin, 21 mai 1948.

⁵² « Le Congrès de La Haye », in *Le Monde*, 9-10 mai 1948, p. 1.

⁵³ Discours de Winston Churchill (7 mai 1948), *op. cit.*

⁵⁴ *Congrès de l'Europe*, *op. cit.*, p. 22.

⁵⁵ « Het Congres danst niet », in *Haagsche Courant*, 10 mai 1948.

[...] Il fut très applaudi et la salle spontanément se leva. Peut-être cependant d'aucuns attendaient-ils plus. M. Henri Brugmans prenant la parole après lui [...] suscita, en affirmant sa foi fédéraliste, un enthousiasme au moins comparable et pour lui plus difficile à faire naître⁵⁶ ». À sa suite, Coudenhove-Kalergi, Paul van Zeeland ou encore Paul Ramadier insistèrent sur l'urgente nécessité d'unir l'Europe, ce dernier s'exclamant : « Proclamons farouchement : "L'Europe ou la mort"⁵⁷ »...

Les congressistes furent ensuite reçus par le gouvernement hollandais à Wassenaar, à une douzaine de kilomètres de La Haye, où ils purent apprécier « les salles de réception et le parc magnifique où de longues tables recouvertes de nappes blanches supportent un lourd fardeau de bouteilles précieuses et d'assiettes garnies⁵⁸ ».

C'est le lendemain, samedi 8 mai, que commença le travail effectif au sein des trois commissions qui avaient été mises sur pied et auxquelles les délégués étaient censés s'être préalablement inscrits : la commission politique (présidée par Paul Ramadier), la commission économique et sociale (présidée par Paul van Zeeland) et la commission culturelle (présidée par Salvador de Madariaga). Dans chacune d'elles, les débats s'orientèrent autour d'un rapport imprimé et d'un projet de résolution ronéotypé qui avaient été préparés bien en amont par le CICMUE. La commission culturelle « qui fut la mieux conduite et [...] qui alla le plus loin⁵⁹ » acheva ses débats assez rapidement. En revanche, dans les deux autres commissions, les séances furent souvent passionnées et presque interminables. Ainsi, la commission politique tint ses séances le soir jusqu'à deux heures du matin voire même trois heures trente. Quant à la commission économique et sociale, au sein de laquelle « l'impartialité, la patience sans limites et la gentillesse de M. van Zeeland qui présidait⁶⁰ » furent unanimement appréciées, elle battit tous les records siégeant pour son ultime séance de dix heures le dimanche matin à près de sept heures le lendemain matin !

La commission politique rassembla à elle seule près de la moitié des délégués, mais les séances ne furent pas toujours très sereines ni concluantes, Paul Ramadier ayant « grand peine à maintenir l'ordre⁶¹ », ce qui ne manqua pas de fournir aux échosiers une matière toute trouvée :

⁵⁶ Voisin, A., *art. cité*.

⁵⁷ *Congrès de l'Europe, op. cit.*, p. 11.

⁵⁸ J.V., *art. cité*, pp. 6-7.

⁵⁹ Jouvenel, B. de, *art. cité*.

⁶⁰ Courtin, R., « Résultats et perspectives », in *Le Monde*, 14 mai 1948, pp. 1-2, disponible en ligne sur <<http://www.ena.lu/undefined-1-29839>>.

⁶¹ J.V., *art. cité*.

Several hundred delegates and observers gathered in the Floral Hall of the Botanical Gardens and sat at small tables as though for a smoking concert. The chairman, M. Ramadier, and his committee had a platform too low to give them command of the meeting. The speakers were on the floor level and could not be seen from the back. Places had not been marked out, and the delegations were split up according to the time delegates arrived. There were no tellers appointed and there was no steering committee. Waiters clattered about with cups of coffee, young men distributed packets of cigarettes, and almost half the delegates were strolling about and talking during both speeches and translations. [...] M. Ramadier appealed for order with the old French politeness, but it was not until he began to roar "Sit down" instead of "Pray be seated" that the conference gave him anything like order. Then amendment after amendment began pouring on, and the chaos was increasing until Mr. R.G. Mackay suggested the appointment of a steering committee to consolidate and weed out all these proposals⁶².

Duncan Sandys avouera lui-même au lendemain du congrès que « *the work of the Commissions was not adequately prepared, and could not help*⁶³ », ce qui ne fut pas au bout du compte pour desservir les intérêts britanniques, les organisateurs faisant « passer sans grand changement les résolutions qu'ils avaient apportées et qui étaient fort modérées⁶⁴ ». S'agissant notamment de la commission politique « plusieurs centaines d'interventions et plusieurs dizaines d'amendements n'ont guère modifié les tendances des résolutions que [les membres du Comité de coordination] avaient élaborées⁶⁵ ». Toutes les résolutions débattues en commission furent finalement adoptées à l'unanimité des délégués en séance plénière et « le congrès se clôtura dans l'allégresse et l'union générale⁶⁶ », par la lecture d'un « Message aux Européens » lu en français par Denis de Rougemont et en anglais par Pieter A. Kerstens.

C. La mobilisation des opinions publiques

Au-delà d'un simple appel à la conscience européenne des élites, le congrès s'appliqua à populariser l'idée européenne auprès des opinions publiques, car il était clair dans l'esprit des délégués que seule la mobilisation populaire en faveur de l'unité européenne pourrait réussir à vaincre les futures résistances à la construction européenne, Duncan Sandys évoquant lors de la séance de clôture du congrès la « *counter-*

⁶² « Congress of Europe goes warily », in *Manchester Guardian*, 10 mai 1948, p. 1.

⁶³ AHUE, ME 1183, Duncan Sandys, Memo on the Congress, disponible en ligne sur <<http://www.ena.lu/undefined-2-29323>>.

⁶⁴ Jouvenel, B. de, *art. cité*.

⁶⁵ Camu, L., *art. cité*.

⁶⁶ Maroger, J., *art. cité*.

*pressure of popular support, and even popular impatience*⁶⁷ » comme facteur indispensable aux progrès de la coopération européenne. Le Congrès de La Haye devait donc être aussi un événement médiatique et un événement populaire⁶⁸.

Au printemps 1948, l'opinion publique semblait plutôt réceptive au message européen ainsi que l'indiquent les premières enquêtes d'opinion réalisées sur ce thème. Un sondage international mené sous la direction de l'hebdomadaire américain *Time* et publié un mois avant le Congrès de La Haye montre que les Européens étaient plutôt favorables à l'idée d'une union européenne occidentale, même si les indécis étaient encore nombreux⁶⁹ :

Extrait d'un sondage paru dans *Time* (12 avril 1948)

De manière générale, êtes-vous favorable à l'idée d'une union de l'Europe occidentale, contre cette idée, ou n'avez-vous pas encore pris de décision à son sujet ?			
	Favorables	Contre	Indécis
Grande-Bretagne	66 %	10 %	24 %
France	64 %	21 %	15 %
Suède	33 %	23 %	44 %
Suisse	49 %	21 %	30 %
Italie	50 %	11 %	39 %
Zone d'occupation américaine en Allemagne	59 %	3 %	38 %

Source : « Europe in the Spring », *Time*, 12 avril 1948, disponible en ligne sur <<http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,779787,00.html>>.

Les organisateurs du congrès avaient bien présente à l'esprit la nécessaire dimension médiatique de l'événement afin de toucher les opinions publiques et ils s'efforcèrent donc de choyer les plus de deux cents journalistes accourus sur place, mettant notamment à leur disposition deux salles calmes et spacieuses où ils purent travailler dans les meilleures conditions avec téléphones et télégraphe à proximité. Des communiqués de presse furent distribués peu de temps après la fin de chaque réunion. Les journalistes eurent également la possibilité, à la charge du comité d'organisation hollandais, de partager leur repas avec les délégués⁷⁰. À ce compte, le Congrès de La Haye se transforma en un

⁶⁷ Discours de Duncan Sandys, cité dans *Le Congrès de l'Europe*, op. cit., p. 33.

⁶⁸ Sur la place des opinions publiques, voir la contribution d'Alexander Reinfeldt dans cet ouvrage pp. 287-298.

⁶⁹ « Europe in the Spring », in *Time*, 12 avril 1948, disponible en ligne sur <<http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,779787,00.html>>. Dans les enquêtes menées en Grande-Bretagne et en France, la question a été uniquement posée aux personnes ayant entendu parler d'une union de l'Europe occidentale, ce qui explique en partie le nombre plus faible des indécis dans ces pays.

⁷⁰ AHUE, ME 304, « Additional information for journalists received from The Hague », 3 mai 1948.

réel succès médiatique et on ne compte plus les dizaines d'articles parus dans la presse du monde entier, généraliste ou spécialisée, qui rendirent compte de la manifestation, sans parler des reportages diffusés à la radio ou des courts films d'actualités projetés dans les salles obscures.

Bien que parfois sceptique, la presse se montra dans l'ensemble assez sympathique aux efforts entrepris par le « Congrès de l'Europe ». Nicolas Chatelain dans *Le Figaro* se déclara gagné par « l'émotion unanime » de la dernière session du congrès et il relata combien « cette scène héroïque [était] empreinte de grandeur. [...] Les sceptiques eux-mêmes se sent[ai]ent gagnés par l'émotion. L'entreprise était osée, elle a fini en beauté⁷¹ ». Le *Times* de Londres, bien que plus nuancé, ne put que constater lui aussi le succès final de la manifestation : « *The Congress of Europe has laboured heroically. Its present achievements, modest though they may be, have been brought forth from chaos. That of itself seems something like a miracle as one looks back on the long hours of inconclusive deliberations*⁷² ». Seule la presse communiste, en ces temps de guerre froide, se montra sévère et cinglante : dans *L'Humanité*, Pierre Courtade évoqua une « assemblée de cacatoès, de taureaux de Vaucluse et de rats d'alcove » avant de rajouter que « la mascarade de La Haye [n'était] rien de plus et rien de moins qu'une tentative d'unifier les colonies américaines d'Europe occidentale pour en faire un instrument plus docile et plus efficace dans la guerre que nous préparant ces singuliers apôtres de la paix⁷³ ». Mais au total, les objectifs médiatiques que s'étaient fixés les organisateurs du congrès parurent tout à fait atteints : « *The Whole Congress was [...] a show given to the press, upon whose verdict the success of failure entirely depended. The press has been terrific and has far exceeded my hopes*⁷⁴ ».

L'opinion néerlandaise fut plus directement touchée par le congrès en raison de l'organisation, dans l'après-midi du dimanche 9 mai, d'un vaste meeting public à Amsterdam, en présence des congressistes de La Haye, que le beau temps et la venue de Churchill transforma en un véritable succès populaire, plusieurs dizaines de milliers de personnes se retrouvant sur le Dam, la place principale de la ville :

Des milliers de drapeaux de tous les pays européens flottaient partout [...]. Le Dam est largement pavoisé aux couleurs du Royaume de Hollande et de l'Europe. Après un discours de bienvenue du bourgmestre d'Amsterdam et une allocution de M. Ramadier, un vibrant appel de M. Brugmans, président de l'UEF, a été très longuement acclamé. M. Winston Churchill, quand vint

⁷¹ AHUE, WL77, Revue de presse, in *Le Figaro*, 11 mai 1948.

⁷² « Proposals at the Hague », in *The Times*, 10 mai 1948.

⁷³ Courtade, P., « L'Europe de Daladier », in *L'Humanité*, 8 mai 1948, p. 3.

⁷⁴ AHUE, ME304, lettre à Stephen King-Hall, 14 mai 1948.

son tour, attaqua « toutes les formes de la tyrannie totalitaire ». Et il fit le « V » légendaire, pour l'Europe, au milieu des acclamations de la foule⁷⁵.

À la fin de la cérémonie, accompagnés par la fanfare municipale, les manifestants entonnèrent un hymne intitulé « *Europa Één* » (l'Europe unie), écrit spécialement pour la circonstance par le compositeur néerlandais Louis Noiret sur des paroles du poète H. Joosten.

Si le Congrès de La Haye fut donc un succès populaire à Amsterdam et un succès médiatique dans le reste de l'Europe, fut-il un moment-clé pour l'élaboration d'une doctrine européenne ? À l'issue du congrès, les contours de la construction européenne paraissaient pourtant encore relativement flous et les possibilités de sa réalisation très incertaines. Dans une brochure éditée peu de temps après, le Comité français de liaison des mouvements pour l'unité européenne reconnut lui-même que « tous les congressistes n'[avaient] pas eu la conscience très nette de ce qui allait sortir de positif des résolutions prises à La Haye, ni des organismes chargés de perpétuer l'action entreprise⁷⁶ ».

III. La « grande bagarre de La Haye » et ses suites immédiates

A. Convoquer de toute urgence une assemblée européenne

L'enthousiasme final qui permit le vote des résolutions à l'unanimité ne doit pas masquer les clivages profonds qui divisaient les délégués, ces derniers offrant « le spectacle de querelles acharnées⁷⁷ », que d'aucuns ont pu qualifier de « byzantinisme de bonne facture⁷⁸ ». La « grande bagarre de La Haye⁷⁹ » se joua principalement entre « les simples “unionistes” qui tendent à organiser l'économie et à coordonner l'action politique des différents pays » et les fédéralistes (en minorité parmi les congressistes) qui « réclament la constitution d'une véritable Fédération européenne⁸⁰ ». Ces clivages ont été rendus nettement perceptibles dès la séance d'ouverture par les discours emblématiques de Winston Churchill et d'Hendrik Brugmans. L'ancien Premier ministre

⁷⁵ J.V., *art. cité*.

⁷⁶ Comité français de liaison des mouvements pour l'unité européenne (dir.), *Le congrès de La Haye. Son objet et ses réalisations*, Paris, 1948, p. 14.

⁷⁷ François-Poncet, A., « À La Haye une graine a été semée », in *Le Figaro*, 20 mai 1948, p. 2, disponible en ligne sur <<http://www.ena.lu/undefined-1-29876>>.

⁷⁸ Cusin, R., « Déception à La Haye », in *L'Aurore*, 9-10 mai 1948, p. 4.

⁷⁹ « Force et faiblesse du mythe européen », in *Le Phare Dimanche*, 16 mai 1948, p. 3, disponible sur <<http://www.ena.lu/undefined-1-30580>>.

⁸⁰ Gouzy, J.P., « UNION. Base de la révolution du XX^e siècle », in *L'Époque*, 6 mai 1948, p. 1, disponible en ligne sur <<http://www.ena.lu?lang=1&doc=28571>>.

britannique mit d'emblée en garde le congrès contre tout projet trop abouti de construction européenne :

It would not be wise in this critical time to be drawn into laboured attempts to draw rigid structures of constitutions. [...] undue precipitancy, like too much refinement, would hinder and not help the immediate mission we have to fulfil⁸¹.

De l'autre côté, Brugmans appela à résoudre « la question préalable », qui était de fédérer l'Europe. Et contre toute attente, son « discours ardent [...] fut aussi vigoureusement applaudi que celui de M. Churchill⁸² », et il fut donc « accueilli avec un enthousiasme que rien ne laissait prévoir »⁸³.

Cette opposition se poursuivit tout au long des débats au sein de la commission politique, où se jouait la bataille sur la nature d'une future assemblée européenne. Les rapports préparatoires et le projet de résolution politique avaient été mis au point par les représentants des mouvements unionistes, notamment par le Français René Courtin du Comité français pour une Europe unie et par Duncan Sandys représentant du *United Europe Movement*. Ce projet fut, « à chaque article, durement, âprement défendu par une délégation anglaise expérimentée et unanime⁸⁴ », ce qui entraîna le rejet de la plupart des suggestions françaises, notamment la proposition de Paul Reynaud, ancien président du Conseil, de faire élire les membres de la future assemblée européenne directement par les peuples à raison d'un représentant pour un million d'habitants, ce qui pour lui représentait la meilleure façon d'intéresser les opinions publiques aux questions européennes.

La résolution finale refusa de trancher entre Union ou Fédération, employant les deux termes à la fois, mais les fédéralistes trouvèrent toutefois une certaine satisfaction dans la formule affirmant que « l'heure [était] venue pour les nations de l'Europe de transférer certains de leurs droits souverains pour les exercer désormais en commun, en vue de coordonner et de développer leurs ressources⁸⁵ ». La résolution politique appelait également à la convocation « de toute urgence » d'une assemblée européenne élue par les Parlements dans leur sein ou au

⁸¹ *Congrès de l'Europe, op. cit.*, p. 9.

⁸² « Le Congrès de La Haye », in *Le Monde*, 9-10 mai 1948, p. 1.

⁸³ Voyenne, B., « Les fédéralistes au congrès de l'Europe », in *Cahiers du Monde nouveau*, juin 1948, n° 6, pp. 26-31, disponible en ligne sur <<http://www.ena.lu?lang=1&doc=28603>>.

⁸⁴ Maroger, J., *art. cité*.

⁸⁵ Mouvement international de coordination des mouvements pour l'unité européenne, *Congrès de l'Europe : Résolutions, La Haye-Mai 1948*, Paris & Londres, disponible en ligne sur <<http://www.ena.lu?lang=1&doc=28341>>.

dehors. Elle chargeait enfin une commission de préparer immédiatement une Charte des droits de l'Homme, qu'une cour de justice devrait faire respecter, et définir les critères auxquels devaient répondre les régimes de nature démocratique.

La victoire incontestable des unionistes fut une grave déconvenue pour les fédéralistes, même s'ils surent faire bonne figure au lendemain du congrès, déclarant que grâce à leurs efforts « l'Europe [avait] remport[é] une victoire »⁸⁶ : « Les résolutions de La Haye, encore timides, encore incertaines et insuffisantes sur bien des points [...] sont cependant une bonne plate-forme [...] qui dépasse, à vrai dire, les plus solides espérances que les fédéralistes pouvaient avoir en arrivant à La Haye⁸⁷ ».

Mais la méfiance s'était désormais installée à l'égard des politiciens qui ne semblaient chercher, à l'instar de Churchill, qu'à servir leurs propres intérêts et les fédéralistes désespéraient désormais de voir les Anglais prendre la tête du mouvement en faveur de l'unification européenne alors que l'apport des penseurs britanniques au débat fédéraliste leur avait initialement fait croire à cette hypothèse⁸⁸. Signe d'un certain malaise, Alexandre Marc démissionna un mois plus tard du CICMUE :

[...] tant de choses m'ont choqué, écœuré et scandalisé que j'ai décidé de démissionner du CIC. Je suis un homme d'idées. Depuis 20 ans bientôt, je défends mes idées, bonnes ou mauvaises, mais je ne suis pas disposé à me laisser entraîner par un tourbillon d'intrigues, de manœuvres et de « combines ». Il faut de l'habileté, certes, mais trop d'habileté nuit⁸⁹.

Pourtant, la collaboration entre les mouvements pro-européens se poursuivit après le congrès et le CICMUE forma dans chaque pays des délégations de personnalités qui soumirent le texte des résolutions de La Haye aux Premiers ministres et aux ministres des Affaires étrangères de leurs pays respectifs, insistant particulièrement sur la convocation immédiate d'une assemblée européenne.

Dès le 19 juillet, Georges Bidault, ministre français des Affaires étrangères, sous l'influence de Paul Ramadier, proposa à ses quatre

⁸⁶ « À La Haye, grâce à l'Union européenne des Fédéralistes, l'Europe remporte une victoire », in *Bulletin de l'Union européenne des fédéralistes*, mai 1948, pp. 2-3 : « Notre organisation ne s'est pas bornée à apporter sa pierre à l'œuvre commune, elle en a été le ciment, fidèle en cela à l'esprit et à la méthode du fédéralisme. Par son enthousiasme et sa probité, elle a rallié à sa cause commune maints éléments étrangers aux organisations invitantes, notamment parmi les socialistes et les syndicalistes ».

⁸⁷ Vuyenne, B., *art. cité*.

⁸⁸ Cf. Vayssière, B., « Le Plan Schuman et les fédéralistes : histoire d'un malentendu », in WILKENS, A. (dir), *Le Plan Schuman dans l'histoire*, Bruxelles, Bruylant, 2004, p. 222.

⁸⁹ AHUE, AM 138, lettre d'Alexandre Marc à René Courtin, 16 mai 1948.

homologues du Pacte de Bruxelles la création d'une union économique et douanière et d'un parlement européen. Mais faute de concertation préalable, l'accueil de la proposition française, jugée comme beaucoup trop prématurée, fut assez froid. Aussitôt, le 21 juillet, le CICMUE adressa aux Cinq une lettre dans laquelle il déclarait que si les gouvernements et les parlements ne voulaient pas assumer la responsabilité de convoquer l'assemblée européenne, il serait bien décidé à le faire lui-même. Cet appel fut entendu dès le 28 juillet par la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale française qui invita le gouvernement français à prendre l'initiative dans le but de parvenir à la réunion d'une assemblée européenne composée des représentants des parlements.

Le 29 juillet, le Premier ministre belge, Paul-Henri Spaak, se montra favorable au projet d'assemblée européenne et demanda au CICMUE de rédiger des recommandations détaillées. Le 18 août 1948, le Comité adressa ainsi aux cinq signataires du Pacte de Bruxelles un mémorandum préliminaire suggérant la convocation d'une conférence préparatoire, composée des représentants des cinq pays en question, qui devait se tenir au plus tard en novembre 1948 et qui serait chargée d'examiner s'il était souhaitable de créer une assemblée représentative européenne. Les délégués seraient désignés par les Parlements nationaux parmi des parlementaires et des non-parlementaires. Le CICMUE formulait également un certain nombre de recommandations : bien qu'ayant vocation à s'élargir à tous les pays d'Europe, l'assemblée européenne ne devrait comprendre pour l'instant que les représentants des pays ayant adhéré à l'OECE. Elle n'aurait qu'un rôle consultatif, mais ses compétences s'étendraient à de vastes domaines : l'examen des mesures pratiques pour assurer progressivement l'intégration politique et économique de l'Europe, l'étude des problèmes constitutionnels, économiques et sociaux posés par la création d'une Union ou d'une Fédération européenne, le développement des échanges culturels entre les peuples européens, l'adoption d'une Charte des droits de l'Homme, la rédaction d'un projet de Cour de justice européenne.

Le Conseil des ministres français donna aussitôt son approbation à ce projet, mais les réactions du gouvernement britannique se révélèrent plutôt négatives comme en témoignent des échanges de lettres entre Attlee et Churchill publiés par la presse britannique. Le 2 septembre néanmoins, les représentants de la Belgique et de la France présentèrent à la Commission permanente des Cinq du Pacte de Bruxelles à Londres le projet d'assemblée européenne exposé par le CICMUE. Cela aboutit à la décision prise les 25 et 26 octobre, de créer une commission d'études, présidée par le français Édouard Herriot et chargée d'étudier à la fois les propositions du CICMUE – qui venait tout juste de se transformer en

Mouvement Européen (ME) lors d'un meeting organisé à Bruxelles – et celles du gouvernement britannique visant à créer un Comité européen des ministres.

Le ME, où l'influence des unionistes continuait de dominer, joua un rôle actif auprès du comité intergouvernemental, lui soumettant le 23 novembre un nouveau mémorandum et étant reçu par lui, au Quai d'Orsay, le 9 décembre. Il chercha à imposer ses conceptions : le souhait tout d'abord que soit affirmée la solidarité de tous les peuples européens, notamment sous la forme symbolique de sièges vides qui seraient réservés aux nations européennes vivant actuellement sous un régime non démocratique. Il recommanda ensuite que la composition des délégations nationales (environ 300 membres au total) soit officiellement approuvée par les Parlements nationaux et respecte les équilibres politiques de chaque nation, mais ne se limite pas aux seuls parlementaires et représente les forces vives de chaque pays en incluant des représentants éminents de la vie économique et spirituelle de la nation. Il réclamait enfin que l'assemblée consultative ait la possibilité de discuter toute question d'intérêt commun aux nations d'Europe.

Alors que les négociations progressaient sur le terrain diplomatique, le ME fut de nouveau entendu, le 6 avril 1949, sans qu'il puisse au total faire triompher complètement ses vues sur un certain nombre de points fondamentaux. Toutefois, lorsque le 5 mai 1949, presque un an jour pour jour après la tenue du Congrès de La Haye le statut du Conseil de l'Europe fut signé à Londres, le ME joua la carte de l'optimisme déclarant que « le statut de l'Assemblée [était] très analogue au projet [qu'il avait] soumis aux gouvernements, au cours des mois précédents⁹⁰ ». Le ME entreprit pourtant aussitôt de réfléchir aux possibilités d'amendement du statut du Conseil de l'Europe, ce qui entraîna de nouveau de fortes tensions au sein de son Exécutif entre les Britanniques regroupés derrière Sandys, plutôt satisfaits, et les « maximalistes » de l'UEF qui réclamaient une réforme profonde du nouvel organisme.

B. S'engager dans la voie d'une union économique

Les travaux de la commission économique et sociale (composée d'environ deux cents délégués) furent également marqués par des débats d'une très grande âpreté. La commission fut incontestablement dominée par les libéraux inspirés par la tendance van Zeeland et Daniel Serruys, tous deux éminents représentants de la Ligue indépendante de coopération économique. Les « opposants », eux, allaient « de certains socia-

⁹⁰ Cité par Palayret, J.M., « De l'espoir à la désillusion : le Mouvement Européen et le Conseil de l'Europe (1949-1952) », in Bitsch, M.T. (dir.), *Jalons pour une histoire du Conseil de l'Europe*, Berne, Peter Lang, 1997, p. 100.

listes planificateurs aux fédéralistes “intégraux”, en passant par les syndicalistes de divers nuances, les familiaux et quelques socialistes conciliateurs⁹¹ ».

Le débat s'engagea notamment sur la participation des travailleurs à la « direction de l'économie » que réclamaient les socialistes et les syndicalistes. La CGT-Force Ouvrière obtint finalement que soit inscrit dans le préambule de la résolution économique et sociale que « les travailleurs et leurs organisations représentatives soient étroitement associés à la création et au développement de l'économie de l'Europe unie⁹² ». De nombreux autres thèmes furent abordés : l'union douanière, les questions monétaires, les niveaux de production, la libre circulation de la main-d'œuvre et les réfugiés ou encore la planification de l'économie. Toutefois, le Congrès de La Haye montra ses limites dans ce domaine, le débat en matière de modèle économique ayant déjà été tranché depuis 1947-1948 (Plan Marshall, OEEC, etc.) et tous les acteurs économiques se montrant finalement favorables à une certaine forme de régulation.

La résolution finale reconnut donc l'urgence d'établir une union économique en Europe et réclama immédiatement l'élimination progressive des obstacles aux échanges et particulièrement des barrières douanières, la libre convertibilité des monnaies, l'établissement d'un programme concerté de production entre tous les pays européens. Elle fixa également des « objectifs ultérieurs » qui concernaient tous les points dont les membres de la commission reconnaissaient l'importance mais divergeaient sur les réponses à apporter, comme la libre circulation des capitaux, l'unification monétaire, l'union douanière complète ou encore l'harmonisation des législations sociales.

Cette discussion fut notamment reprise en avril 1949, lorsque le ME organisa à Westminster une conférence consacrée aux questions économiques, à laquelle participèrent des économistes, des parlementaires mais aussi des représentants du monde patronal et syndical. Les discussions témoignèrent à nouveau de divisions persistantes entre une majorité de Britanniques qui se montraient partisans de la création en Europe occidentale d'une zone de libre-échange, et de nombreux continentaux qui plaidaient au contraire pour d'importants transferts de souveraineté des États et appelaient de leurs vœux une union économique et douanière.

⁹¹ Richard, M., « Images et travaux d'un congrès », *La Fédération*, juin 1948, p. 6.

⁹² Résolution économique et sociale du congrès de l'Europe à La Haye (7-10 mai 1948), in Mouvement international de coordination des mouvements pour l'unité européenne, *Congrès de l'Europe: Résolutions, La Haye-Mai 1948*, Paris & Londres, disponible en ligne sur <<http://www.ena.lu?lang=1&doc=28340>>.

C. Donner une voix à la conscience européenne

En matière culturelle, le Congrès de La Haye vota une importante résolution mise au point par la commission présidée par l'écrivain espagnol et ancien ambassadeur Salvador de Madariaga, et dont Denis de Rougemont était le rapporteur général. La résolution postulait une « unité profonde » des Européens faite « d'un commun héritage de civilisation chrétienne, de valeurs spirituelles et culturelles, et d'un commun attachement aux droits fondamentaux de l'homme, notamment à la liberté de pensée et d'expression⁹³ ». Pour « donner une voix à la conscience européenne⁹⁴ », la résolution plaidait pour la création d'un Centre européen de la culture qui serait indépendant des gouvernements, dans la continuité des travaux menés par la commission d'éducation du congrès de l'UEF à Montreux, qui en août 1947, avait déjà appelé, sous l'influence de Denis de Rougemont, à la création d'un centre fédéraliste européen d'éducation et de culture. Ce centre européen de la culture devait avoir essentiellement un rôle de formation et d'information de l'opinion européenne : promouvoir le sentiment européen par l'intermédiaire des médias et de l'éducation, offrir un lieu de rencontre aux représentants de la culture, favoriser les échanges intellectuels et culturels entre pays européens, encourager la fédération des universités européennes et la collaboration étroite des corps enseignants. La section culturelle du Mouvement Européen mit rapidement en place à Genève, en février 1949, un Bureau d'études pour un Centre européen de la culture dont Denis de Rougemont devint le directeur. Du 8 au 12 décembre 1949 se tint à Lausanne une conférence européenne de la Culture convoquée par le Conseil exécutif du ME⁹⁵, qui mit à contribution les milieux culturels les plus divers (au total plus de deux-cents participants issus de vingt-trois pays) et qui demanda notamment que le bureau d'études de Genève soit transformé, dans les plus brefs délais, en un Centre européen de la culture. Le 21 janvier 1950, le comité exécutif du ME entérina à Londres ce projet et le Centre fut inauguré le 7 octobre 1950. Il était évidemment dirigé par Denis de Rougemont qui tenta d'y mettre en pratique ses convictions fédéralistes : pour faire sentir aux Européens ce qui les unissait, le Centre s'appuya davantage sur la collaboration avec des associations de citoyens plutôt que sur des organisations étatiques.

⁹³ Résolution culturelle du congrès européen de La Haye (7-10 mai 1948), disponible en ligne sur <<http://www.ena.lu/?lang=1&doc=28338>>.

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ Cf. Deschamps, É., « La conférence européenne de la culture de Lausanne (décembre 1949) », in *Revue d'histoire de l'intégration européenne*, 1995/2, pp. 49-61.

L'idée d'une université européenne avancée par certains congressistes de La Haye prit la forme d'un « Collège d'Europe » qui accueillit sa première promotion d'étudiants en octobre 1950. Cet établissement d'enseignement supérieur fut installé à Bruges et placé sous la direction du socialiste néerlandais Hendrik Brugmans, président de l'UEF et professeur d'histoire littéraire à l'Université d'Utrecht. Et le 24 août 1950, l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe décida de placer le Collège de Bruges sous sa haute protection.

La résolution culturelle de La Haye préconisait également la création d'un Centre européen de l'enfance et de la jeunesse chargé notamment de favoriser les échanges entre les jeunes Européens. Enfin, elle considérait qu'il fallait donner un caractère juridiquement obligatoire à la charte des droits de l'homme par une convention conclue entre les États membres de la future union européenne, garantie par l'établissement d'une institution « supranationale » telle qu'une Cour suprême. L'étude d'un projet de Cour européenne des droits de l'Homme figura donc à l'ordre du jour du premier conseil international du Mouvement Européen en février 1949 et sa commission juridique se chargea de préparer une convention à soumettre au Conseil de l'Europe. Sur cette base, la commission des questions juridiques et administratives du Conseil de l'Europe, présidée par le député conservateur britannique Sir David Maxwell Fyfe, membre actif de la commission culturelle du Congrès de La Haye, établit un projet de recommandation adopté le 8 septembre 1949 par l'Assemblée consultative. Ce texte devint, avec quelques modifications, le Convention européenne des Droits de l'Homme signée à Rome, le 4 novembre 1950, par les ministres des Affaires étrangères du Conseil de l'Europe.

Au total, la résolution culturelle du Congrès fut donc très féconde et influença notablement les premiers efforts en matière de construction d'une Europe culturelle et démocratique.

IV. Conclusion : de la « force motrice » à la « nostalgie », le destin du Congrès de La Haye

Le Congrès de La Haye s'est donc bien, en mai 1948, fait le « porte-parole de l'Europe » (certes essentiellement occidentale) contribuant à « poser publiquement, avec éclat, auprès de l'opinion publique de toutes les nations, le problème de l'Europe, et [à] énoncer les mesures qui s'imposent, si l'on veut que ce problème progresse vers sa solution⁹⁶ ». Certes, l'unité européenne était en marche avant La Haye, mais le congrès a servi d'aiguillon supplémentaire pour pousser les gouverne-

⁹⁶ Maroger, J., *art. cité*.

ments à l'action en faveur de l'unité européenne et a donné naissance – plus ou moins directement – à un certain nombre de réalisations concrètes dont le Conseil de l'Europe de Strasbourg, le Centre européen de la Culture de Genève ou le Collège d'Europe à Bruges.

Toutefois « l'esprit de La Haye » retomba bien vite. Le Conseil de l'Europe montra rapidement ses limites, et dès l'été 1950, beaucoup « constataient avec une amertume croissante que les résultats concrets restaient maigres » : « deux ans après le Congrès de l'Europe, on put dire que l'esprit de La Haye était mort. [...] La Haye était devenu un souvenir, une nostalgie ; elle cessa d'être une force motrice⁹⁷ ».

La dynamique européenne ne pouvait donc plus provenir de l'enthousiasme de La Haye ni de l'action du Mouvement Européen, mais elle se trouvait désormais alimentée par la méthode de l'intégration fonctionnelle, celle de Jean Monnet, contenue dans la déclaration Schuman du 9 mai 1950, qui réussit à dépasser les affrontements de La Haye, entre unionistes et fédéralistes, entre libéraux et syndicalistes, entre Britanniques et Français, et à mettre en place une petite Europe des Six reposant sur de réels transferts de souveraineté et permettant efficacement la réconciliation franco-allemande.

La Haye devint alors un mythe mobilisateur aux mains notamment du ME. À nouveau réuni en congrès à La Haye, ce dernier lança, le 10 octobre 1953, en pleine bataille pour la Communauté politique européenne et la Communauté européenne de Défense, un vibrant appel à la poursuite de l'effort d'intégration de l'Europe, mais l'atmosphère européenne était alors toute autre et l'écho de La Haye II fut bien moindre.

Soixante ans après, le « mythe de La Haye » reste encore vivace dans l'esprit de certaines élites européennes : le 24 mai 2008, à l'occasion d'un congrès pro-européen organisé par le ME à La Haye, dans les lieux même du « Congrès de l'Europe » de 1948, le président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, l'Espagnol Lluís Maria de Puig déclarait : « L'Europe dans laquelle nous vivons est le fruit de l'Europe imaginée par le Congrès de La Haye il y a 60 ans. [...] Le Congrès de La Haye a [...] déclenché tout le processus de construction européenne qui a abouti à la création de l'Union Européenne⁹⁸ ».

⁹⁷ Brugmans, H., « Le congrès de La Haye – avant, pendant et après », *art. cité*.

⁹⁸ Allocution de Lluís Maria de Puig, (La Haye, 24 mai 2008), disponible en ligne sur <http://assembly.coe.int/Mainf.asp?link=http://assembly.coe.int/President/dePuig/Discours/2008/20080524_Conference-Mouvement-Europeen-LaHaye.htm>.